

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 02/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DICKSON CONSTANT

ZI DE LA PILATERIE
BP 109
59290 Wasquehal

Références : 25062024_DICKSON_CONSTANT_WASQUEHAL
Code AIOT : 0007000575

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement DICKSON CONSTANT implanté rue des Châteaux ZI de la Pilaterie 59290 Wasquehal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DICKSON CONSTANT
- rue des Châteaux ZI de la Pilaterie 59290 Wasquehal
- Code AIOT : 0007000575
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Dickson-Constant exploite à Wasquehal un site industriel de fabrication de tissus pour stores sur la Zone Industrielle de la Pilaterie.

Cette unité comprend, notamment, des ateliers d'ourdissage, de tissage, d'apprêtage, de stockage ainsi que des installations de compression d'air et des tours aéroréfrigérantes.

Les activités de la société sont régies par l'arrêté préfectoral du 23 août 2007 qui autorise l'exploitation de l'établissement notamment au titre de la rubrique 2330.1 (apprêts et enduction de tissus).

Le site relève également de la directive sur les émissions industrielles dite IED et est classé sous la rubrique 3620 : prétraitement (opération de lavage, de blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	CARACTERISATION DES RISQUES	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 7.2.1.	Sans objet
2	CARACTERISATION DES RISQUES	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 7.2.2.	Sans objet
3	PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 7.6.2.	Sans objet
4	PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 7.6.6.	Sans objet
5	SECURITE DES PRODUITS CHIMIQUES	Autre du 30/12/1899, article - Classification et étiquetage : art 4 à 6 et 17 de CLP - Conditions de stockage : sections 5.1 - 5.2 - 6 - 7.2 de la FDS - Utilisation : sections 1.2 - 7.1 de la FDS - Stabilité et réactivité :	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.3.8.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées de la DREAL a procédé à une visite sur site le 25 juin 2024 dans le cadre de la campagne des contrôles inopinés eau de l'établissement Dickson Constant à WASQUEHAL. La thématique de stockage des produits chimiques a également été abordée.

Les points contrôlés concernant le stockage des produits chimiques n'ont pas relevé de non-conformités.

Les valeurs mesurées pour le contrôle inopiné eau respectent les valeurs limites prescrites à

l'établissement sauf sur le paramètre zinc.

L'exploitant a déjà été mis en demeure par arrêté préfectoral signé le 18/03/2024 de respecter la valeur limite de ce paramètre conformément à l'article 32.3 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

La VLE n'étant toujours pas respectée et le délai de la mise en demeure n'étant pas dépassé, l'arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société Dickson Constant est maintenu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CARACTERISATION DES RISQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 7.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire de substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établ
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant possède les fiches de données de sécurité et un état des stocks des produits chimiques présents dans l'établissement. Ceux-ci sont accessibles sur l'intranet de la société et depuis l'extérieur du site par une liste de personnes restreintes. L'inspection a demandé la remise des FSD de 2 produits pris au hasard : REPELLAN TC-6 et ALOPOLYM 698. L'inspection a eu accès instantanément à ces documents. L'exploitant indique qu'en cas d'alarme, la procédure prévoit une impression papier de l'état des stocks et de la liste du personnel présent sur les imprimantes du site pour les services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : CARACTERISATION DES RISQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 7.2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Zonages des dangers internes à l'établissement
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un plan identifiant les zones dangereuses de l'établissement. Il y figure : zones de stockage de produits chimiques, locaux électriques TGBT, tours aéroréfrigérantes.</p> <p>Lors de la visite de l'établissement, l'inspection a vérifié par échantillonnage la présence de consignes à l'entrée du local de produits chimiques, local de stockage huiles, stockage de produits traitement de l'eau, local maintenance, cuisine automatique, stockage laveur de fumée. A l'entrée de ces zones, on peut y trouver : des pictogrammes des EPI à porter, des pictogrammes mention de danger, des restrictions pour le personne entrant. L'accès est plus ou moins restreint selon le risque (fermeture à clé ou non, local grillagé...etc).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 7.6.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etiquetage des substances et préparations dangereuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <p>A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les contenants de produits dangereux de volume supérieur à 800 L portent de manière lisible un étiquetage indiquant : le nom du produit, les pictogrammes de mention de danger, les mentions de danger.</p> <p>Ces contenants sont présents dans les zones de stockage de produits chimiques identifiées dans</p>

<p>le plan mentionné dans le constat n°2.</p> <p>A l'entrée des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger sont indiqués soit directement sur le contenant si celui-ci est visible soit à l'entrée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 7.6.6.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage sur les lieux d'emploi</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisés dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les produits chimiques utilisés dans le processus sont principalement injectés dans celui-ci au niveau de la cuisine.</p> <p>L'inspection a constaté qu'aucun produit n'était stocké de façon permanente au niveau de celle-ci. L'exploitant indique prendre la quantité dont il a besoin puis le produit est ramené dans le local de produits chimiques. Des EPI sont à disposition.</p> <p>Lors de la visite de l'établissement, l'inspection n'a pas constaté de stockage anormal de produits dans les ateliers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : SECURITE DES PRODUITS CHIMIQUES

<p>Référence réglementaire : Autre du 30/12/1999, article - Classification et étiquetage : art 4 à 6 et 17 de CLP - Conditions de stockage : sections 5.1 - 5.2 - 6 - 7.2 de la FDS - Utilisation : sections 1.2 - 7.1 de la FDS - Stabilité et réactivité :</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Conformité par rapport à la FDS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est contrôlé la conformité de l'étiquetage, des conditions de stockage, de l'utilisation des produits chimiques par rapport à la fiche de données de sécurité, au règlement européen « CLP » et à l'annexe XVII du règlement "REACH".</p> <p>Le constat de l'inspection est reporté sur la grille figurant en annexe.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a contrôlé les 2 produits suivants : ALOPOLYM 698 et REPELLAN TC-6</p> <p>L' ALOPOLYM est un produit utilisé par l'exploitant dans le traitement de l'eau contre le zinc. Celui-ci est stocké dans le local de stockage des produits chimiques.</p> <p>Il est utilisé au niveau de la station de traitement des eaux de process avant rejet dans le réseau public eaux usées. Dans son lieu d'utilisation, le produit est sur bac de rétention.</p>

Le REPELLAN est un produit utilisé pour imperméabiliser les textiles. Ce produit est acheminé au niveau de la cuisine automatique pour être injecté dans le processus. L'exploitant indique que le produit sera remplacé par un produit alternatif car il a été identifié comme source de PFAS. L'inspection n'a pas constaté d'écart entre la FDS, sur site et dans l'inventaire pour ces produits sur la classification et l'étiquetage.

Il n'est pas relevé d'écart de manipulation avec les FDS.

Les conditions de stockage et de manipulation prises par l'exploitant pour une utilisation conforme aux FDS respectant les FDS, les produits sont stables.

Les 2 produits ne contiennent pas de substances préoccupantes au sens des annexes XIV et XVII de REACH.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/08/2007, article 4.3.8.

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) : 4

D é b i t d e ré f é r e n c e	Maximal : 450 m ³ /j.	Maximal : 40 m ³ /h		
Paramètre	Concentration m o y e n n e j o u r n a l i è r e (mg/l)	Concentration horaire maximale (mg/l)	Flux moyen Journalier (kg/j)	Flux horaire maximal (kg/j)
DCO	1500	2 500	450	35
DBO ₅	350	600	110	11
MeS	120	250	40	4
N total	50	50	15	1,5
P total	10	10	4	0,4

Métaux totaux	5	10	1	0,1
Hydrocarbures totaux	5	5	1	0,1
Zinc et composés	1,5	/	0,75	/
Cadmium	0,001	/	0,0045	/
Chrome et composés	0	0	0	0

Constats :

Il est rappelé en salle :

1. Les principales mesures du CI du 7 au 8 novembre 2023

- Gros dépassement en concentration : Zinc (5450 au lieu de 800 ug/l), Métaux totaux (17900 au lieu de 5000 ug/l)
- Gros dépassement en flux : Métaux totaux (2,38 au lieu de 1 kg/j)

2. Les principales mesures du CI du 13 mars 2024

- Aucun gros dépassement

3. La synthèse des résultats d'autosurveillance GIDAF (en concentration) sur la période octobre 2024- mai 2024 :

- Gros dépassement :

HCT : oct nov

Zinc : oct dec jan fev

Le rapport du laboratoire réalisé suite au contrôle inopiné effectué le 25/06/2024 montre :

- Gros dépassement : pour le zinc 2.01 mg/l.
- Dépassement sur la température.

Les mesures des autres paramètres sont conformes à la prescription. L'accès et les matériels du point de prélèvement sont conformes.

L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral signé le 18/03/2024 de respecter la valeur limite du paramètre zinc.

La VLE n'étant toujours pas respectée et le délai de la mise en demeure n'étant pas dépassé, l'arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société Dickson Constant est

maintenu.

Type de suites proposées : Sans suite